

Face à l'extrême droite, le front populaire !

Les élections européennes ont amplifié la crise démocratique : la moitié des citoyen·nes ne se sont pas déplacé·es pour voter. Parmi les votant·es, l'extrême droite a recueilli plus d'une voix sur trois.

Macron ouvre les portes du pouvoir à la famille Le Pen et l'extrême droite

À la suite de ce résultat dramatique, le président pyromane tente un ultime coup politicien.

En choisissant la dissolution, à ce moment-là, le président espère se poser une nouvelle fois en recours face à l'extrême droite, alors qu'il n'a cessé de lui faire la courte échelle, notamment avec son ignoble loi « asile et immigration ». Cette manipulation des institutions pour son seul profit politique est inacceptable !

Désormais, nous allons devoir élire une nouvelle Assemblée nationale

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour les salarié·es actif·ves et retraité·es. L'extrême droite ose faire campagne sur les questions sociales, mais c'est une imposture électoraliste.

À chaque fois qu'elle a eu l'occasion d'agir, en votant au Parlement européen ou à l'Assemblée nationale, l'extrême droite a défendu les intérêts des riches et des multinationales, jamais ceux des salarié·es ou des retraité·es. Elle dit même ne pas revenir sur la retraite à 64 ans ! Elle est absente de toutes les mobilisations sociales et s'oppose aux grèves. C'est pour cela que les patrons se mettent progressivement à soutenir et promouvoir l'extrême droite. Leur programme commun, c'est le recul de nos droits.

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour la démocratie et pour les libertés publiques. Il n'y a qu'à voir la manière dont elle a attaqué des associations comme le Secours populaire dans les mairies qu'elle a arraché·es. Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, elle change les règles pour le garder. On ne peut pas « essayer » des gens qui sont aussi dangereux.

La CGT appelle les salarié·es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives !

Nous voulons du changement dans nos vies !

La poursuite de la politique néolibérale qui est menée depuis vingt ans, marquée ces dernières années par les reculs de nos salaires ou des droits au travail, dont Emmanuel Macron a été le champion sourd et violent, est également une impasse. Elle a nourri l'extrême droite et détruit la confiance envers le système politique.

Le patronat porte une immense responsabilité, puisqu'il a fait prévaloir les intérêts des grandes fortunes et des multinationales au détriment de l'intérêt général. La liste de ses méfaits est longue : régressions sur les retraites et le chômage ; baisse de nos salaires en ne payant plus les cotisations sociales ; budgets d'austérité sur les services publics ; cadeaux fiscaux aux milliardaires et aux entreprises ; lobbying pour les accords de libre-échange qui dérègu-

lent et provoquent les délocalisations massives ; défense de l'agro-business qui fracasse les campagnes. Le résultat, c'est que nous avons du mal à boucler les fins de mois, que l'école, l'hôpital, l'énergie, les transports sont dans un état déplorable, alors que les dividendes versés aux actionnaires battent des records chaque année. Nous avons besoin de trouver et de mettre en œuvre des réponses aux problèmes quotidiens qui pourrissent nos vies ! La dissolution de l'Assemblée nationale doit nous permettre d'élire des député·es qui portent ces réponses.

La mobilisation populaire a poussé la gauche à s'unir et à reprendre de nombreuses propositions du mouvement social.

La CGT propose aux salarié·es de s'organiser dans tous les lieux de travail pour gagner sur nos revendications :

- augmentation immédiate des salaires, du Smic, des retraites et des minima sociaux. Indexation des salaires sur les prix. Mesures concrètes pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- des moyens pour améliorer les conditions de travail dans les entreprises et les services, en commençant par le rétablissement des CHSCT ;
- renforcement de la Sécurité sociale protectrice des citoyen·nes ;
- retour à la retraite à 60 ans et départs anticipés pour les métiers pénibles ;
- amélioration de l'indemnisation des salarié·es frappé·es par le chômage ;
- moyens pour l'hôpital public et les réseaux de soins ;
- moyens pour l'école (de la maternelle à l'université) et la recherche ;
- politique de relance de la production, de la relocalisation et de l'emploi industriel pour le progrès social et environnemental ;
- renforcement de tous les services publics et lancement de grands travaux environnementaux (énergie, transports, logement, eau... investissement dans l'agriculture de proximité et de qualité) ;
- garantie des mêmes droits pour un même travail : régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers ;
- mesures de justice fiscale (taxe sur les grandes fortunes, les profits, les rachats d'actions, progressivité de l'impôt...).

Personne ne nous fera de cadeaux : en plus de la pression populaire pour les élections législatives, les solutions reposent aussi sur notre implication en commençant par nous syndiquer pour nous organiser.

Pour arracher ces progrès sociaux, nous devons nous organiser avec nos syndicats pour porter nos revendications et négliger aucun mode d'action pour gagner – y compris la grève.



**VOUS VOULEZ AGIR
CONTRE L'EXTRÊME
DROITE ?
◀ INSCRIVEZ-VOUS**

La CGT appelle les salarié·es à un sursaut et à se mobiliser pour le progrès social !



L'extrême droite, l'amie du capital

Sous un discours aux apparences sociales, l'extrême droite porte les intérêts des puissant·es, au détriment des travailleuses et travailleurs, des personnes privées d'emploi et des retraité·es.

Salaires: la solution libérale

- Toujours la vieille recette patronale de baisse des cotisations sociales en réduisant le « pot commun » qui finance vos retraites, vos allocations-chômage, la Sécurité sociale...
- S'oppose à l'augmentation du Smic et des salaires et à leur indexation à l'inflation

Haro sur les étranger·es

- Pointe en permanence la « fraude sociale » (pourtant minime) en l'associant à l'immigration
- Oublie en revanche la fraude fiscale quasi légalisée pour les ultras riches et les grands patrons

L'alliée des puissant·es

- Nie les rapports de classe et veut « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs »
- Refuse de taxer les plus riches
- Rejette les mesures de soutien aux plus pauvres

L'ennemie du monde du travail

- Déteste les syndicats, et en particulier la CGT
- Veut réduire les obligations des employeurs en matière de démocratie dans l'entreprise
- Veut empêcher les étranger·es de voter ou d'être élu·es sur leurs lieux de travail

Retraites: au boulot!

- S'oppose à la retraite à 60 ans, propose un départ après quarante annuités pour les salarié·es ayant commencé à 20 ans
- Pas de prise en compte de la pénibilité
- Vote contre la revalorisation des petites retraites
- Propose de relancer la natalité pour équilibrer le système

L'extrême droite : la grande imposture

Les partis d'extrême droite ne cherchent même pas à expliquer combien coûterait leur politique ou comment elle serait financée. Et pour cause : ils mentent ouvertement, dans le seul but d'accéder au pouvoir.

Logement: tout pour les possédant·es

- Souhaite supprimer les seuils minimaux de logements sociaux et modifier les critères d'attribution
- S'oppose au gel des loyers et à l'augmentation des hébergements d'urgence

Les services publics à la caisse

- Souhaite privatiser les crèches et les cantines, baisser les dotations aux écoles, diminuer les subventions aux associations
- Porte un discours de baisse des impôts qui revient à affaiblir le service public, garant de l'égalité des droits

Rien pour la Sécurité sociale

- Refuse d'augmenter les ressources de la Sécurité sociale en récupérant l'argent des cotisations employeurs aujourd'hui gelées ou exonérées
- Porte la suppression de l'aide médicale d'État comme remède miracle au besoin de financement alors que sa suppression aurait des répercussions très coûteuses pour la collectivité

Des privé·es d'emploi stigmatisé·es

- Tout en votant contre la réforme de l'assurance chômage, les député·es RN proposent un amendement afin de priver d'allocation-chômage un·e salarié·e en CDD qui refuserait un CDI
- Souhaite mettre en place la « priorité nationale » pour priver les étranger·es de toute allocation

Les femmes? « à leur place »

- Refuse de reconnaître l'existence d'inégalités salariales structurelles entre les femmes et les hommes
- Considère que l'égalité est une menace pour le système en place
- Veut cantonner les femmes à un travail domestique
- Porte une vision de la famille digne d'un autre siècle

Un État sécuritaire et arbitraire

- Promeut une Police nationale sans contrôle citoyen
- Encourage un État répressif et violent, sans justice réelle